

De la démission de Hulot à la « marche pour le climat » : l'histoire d'un élan spontané

7 septembre 2018 / Mathilde Bouquerel et Marion Esnault (Reporterre)



Samedi 8 septembre, dans une vingtaine de villes de France et de pays francophones, des dizaines de milliers de personnes défilèrent pour le climat. À l'origine de ces « marches », l'initiative de Maxime Lelong en réaction à la démission de Nicolas Hulot.

- *Paris, reportage*

Jeudi soir 6 septembre, 19 h 30. Ils sont une cinquantaine réunis dans la salle Varlin de la Bourse du Travail, dans le X^e arrondissement de Paris. Des affiches aux couleurs du mouvement Alternatiba, vertes, blanches et rouges ou portant le slogan « *Changeons le système, pas le climat* » ont été collées au scotch sur les

murs, pour atténuer l'austérité de l'éclairage au néon. Le but de cette réunion ? Préparer la grande Marche pour le climat qui aura lieu samedi à Paris — de nombreuses autres auront lieu dans d'autres villes de France.

« Bon, on est nombreux ce soir, mais on va quand même commencer par prendre dix minutes pour faire un tour de parole », annoncent les deux militants d'Alternatiba qui animent la réunion, assis derrière un pupitre face à la salle. Chacun son tour, les présents donnent leur nom et précisent s'ils appartiennent à une association ou si c'est leur première réunion. C'est le cas pour beaucoup d'entre eux.



La parole commence à jaillir, au milieu de joyeux éclats de rire, tandis que les mains qui se dressent et tournent de droite à gauche pour approuver tel ou tel propos, selon les codes de communication non-violente énoncés en début de réunion. Les noms des associations présentes défilent : Alternatiba bien sûr mais aussi Les Amis de la Terre, Action Climat, ANV-COP 21, Paris sans voiture, etc.. Le tour de parole se termine. Tandis qu'au fond de la salle, une jeune maman tente de calmer son nourrisson, les bénévoles annoncent le programme : « On va se diviser en quatre groupes de travail et vous tournerez. » Les participants se répartissent aux quatre coins de la salle dans un brouhaha joyeux.

Gabriel Mazzolini, des Amis de la Terre, anime le groupe de travail sur la préparation de la Marche pour le climat. La trentaine, léger accent italien et humour pince-sans-rire, Gabriel explique à la douzaine de personnes réunies autour de lui le contexte de cet événement, lancé par un « citoyen lambda » comme il l'appelle, épaulé par des associations comme 350.org. Il explique aux participants attentifs les trois postes à remplir lors de la marche de samedi : service d'ordre, tractage et collage d'affiches, animation du cortège. Une jeune femme blonde coupe au carré demande : « Si l'on fait partie du cortège, ça veut dire qu'il faut qu'on aille chercher le mégaphone, les pancartes et la banderole ? » « C'est ça. Tu m'as l'air parfaite pour ce rôle, tu veux pas t'inscrire là-dedans ? » Éclats de rire. La jeune femme sourit et acquiesce. Les groupes tournent, Gabriel répète patiemment sa présentation tandis que de nouveaux participants continuent d'arriver dans la salle Varlin.



Le bénévole des Amis de la Terre confie : *« Il y a énormément de nouveaux, je dirais 70 ou 75 %. C'est la première fois que c'est aussi important... Il y a sûrement l'effet du départ du Tour Alternatiba cet été, et puis les pics de chaleur en juillet et août. Mais la démission de Hulot y est sûrement pour quelque chose. »* Une feuille tourne entre les participants, qui peuvent s'inscrire à différents postes pour la marche. Toute la soirée, jusqu'à 21 h, discussions et préparatifs vont se poursuivre.

Pour comprendre comment est née cette *« Marche pour le climat »*, il faut remonter au mardi 28 août dernier. Il est 17 h et Maxime Lelong, jeune journaliste de 27 ans, écoute en rediffusion l'interview de Nicolas Hulot sur France Inter. Il entend l'appel aux citoyens du ministre de la Transition écologique et solidaire démissionnaire : *« Est-ce que j'ai une société structurée qui descend dans la rue pour défendre la biodiversité ? [...] La réponse, elle est "non". »* Ce constat de solitude et d'échec est un véritable électrochoc pour Maxime. Il raconte : *« Pour moi, c'était tellement explicite qu'il y avait forcément quelque chose qui s'était organisé [en réaction à ces propos] ! Je suis allé regarder sur les réseaux sociaux pour voir s'il n'y avait pas une manifestation, un sit-in... Mais je n'ai rien trouvé. Alors je me suis dit : "Bon, soit je crée un événement, soit j'attends que quelqu'un s'en charge." Et je ne sais pas pourquoi, j'ai décidé de le faire. »* Par souci d'anonymat, il crée pour l'occasion une page Facebook prétexte, Explore le monde, qui sera l'organisateur de *l'événement*. Il l'intitule *« Marche pour le climat »* et la fixe au dimanche 2 septembre, afin de coller au plus près à l'actualité politique. Dans les trente-six heures qui suivent, de plus en plus de personnes s'inscrivent à l'événement, jusqu'à ce que la jauge atteigne 3.000 personnes.

C'est là que les associations de protection de l'environnement s'en mêlent. Plus précisément *Notre affaire à tous*, une structure créée en 2015 qui œuvre pour la justice climatique. Jeudi 30 août, elle envoie un message privé à Explore le monde. *« Ils savaient que je n'avais pas d'autorisation de la préfecture pour la marche, poursuit Maxime. Ils m'ont parlé de cet événement organisé depuis des mois par l'ONG 350.org et prévu pour le samedi 8 septembre : la Journée internationale d'action climatique ou Rise for Climate. Eux avaient une autorisation. Donc, si je déplaçais mon événement, je pouvais peut-être en profiter... »* Le jeune homme prend contact avec la branche française de l'ONG, qui accepte avec plaisir de fusionner les deux événements et lui propose même son aide pour l'organisation. Le soir même, il prend part à une conférence téléphonique avec une quinzaine d'associations dont Notre affaire à tous et 350.org mais aussi Greenpeace ou Attac. Maxime explique : *« J'ai insisté sur le fait que je ne voulais pas que la marche soit phagocytée par une ou deux associations, parce que je pense que c'est justement parce que c'est une initiative citoyenne que les gens ont rejoint l'événement. 350.org l'a compris et a contacté toutes les associations de son réseau. »*

« Le système en place n'a d'yeux que pour la croissance et se désintéresse complètement de l'écocide en cours »



Si les organisations environnementales ont réagi aussi rapidement, c'est que la démission de Nicolas Hulot a provoqué le même électrochoc de leur côté. Fanny Giansetto, de Notre affaire à tous, raconte : *« On a entendu l'interview sur France Inter et on s'est dit qu'il fallait qu'on réagisse. On savait que 350.org faisait un événement statique le 8 septembre sur la place de l'Hôtel de Ville, donc on les a appelés pour leur proposer d'organiser quelque chose d'un peu plus gros. Mais la temporalité des associations n'est pas celle des réseaux sociaux... »* La marche de Maxime a donc eu le privilège de la rapidité. Mais elle a surtout celui d'être une initiative spontanée, venant d'un citoyen extérieur au milieu associatif. Une agréable surprise pour des associations habituées à devoir aller à la pêche aux engagements. *« C'est magnifique !, s'enthousiasme Clémence Dubois de 350.org France. C'est exactement ce qu'on attend des gens qui nous lisent et nous soutiennent. Il faut cesser d'agir individuellement, en changeant uniquement ses comportements, son mode de vie. Ce qui compte, c'est de s'organiser en contre-pouvoir pour faire pression sur les piliers de l'"ancien monde" et demander des comptes aux élus locaux, aux banques, au gouvernement. »*

Dans les faits, c'est Notre affaire à tous qui s'est par exemple chargé des relations avec la préfecture de police de Paris. Un rendez-vous mercredi matin a permis d'obtenir l'autorisation non plus pour un rassemblement statique de 500 participants mais pour une marche de plusieurs dizaines de milliers de personnes. Certaines associations vont également mettre à disposition de l'événement un service d'ordre qui interviendra en cas de problème, la police n'étant appelée qu'en dernier recours. Enfin, les organisations ont tenu à ce que l'événement soit accompagné d'un manifeste, texte qui rassemble leurs valeurs communes. *« On a voulu l'élaborer assez rapidement, détaille Clémence Dubois, parce qu'il nous semblait important de ne pas revenir à une vision dépolitisée, comme si parler de climat mettait tout le monde d'accord. Il fallait donner un contour politique clair à cette marche, à savoir dénoncer l'action du gouvernement actuel et sa doctrine néolibérale. En fait, c'est le constat que fait Hulot : le système en place n'a d'yeux que pour la croissance et se désintéresse complètement de l'écocide en cours. »* Une fois rédigé, le manifeste a été mis en ligne [sur la page de l'événement](#), où il est toujours disponible.

Reste la question du devenir de cet élan citoyen, une fois la marche passée. Car les effets de l'électrochoc provoqué par la démission de Nicolas Hulot pourraient tout aussi bien s'estomper dès dimanche. Et c'est peut-être là que le rôle des associations venues soutenir Maxime sera le plus important. Du côté de Notre affaire à tous et de Bloom, qui œuvre pour la protection des océans, une piste de réflexion serait par exemple de lancer une plateforme Internet sur laquelle seraient répertoriées des solutions par catégories (érosion de la biodiversité, artificialisation des sols, etc.) et de, pourquoi pas, l'ouvrir aux commentaires et au débat, à la manière du forum créé pour les états généraux de la bioéthique. Maxime Lelong quant à lui n'arrive pas encore à se projeter : « Pour le moment, je suis trop concentré sur l'événement pour penser à la suite. Il faut encore que les gens qui ont dit qu'ils participaient sur Facebook viennent effectivement. Si la mobilisation de demain est réussie, qu'on est nombreux, on aura du poids pour proposer des actions concrètes. Dans tous les cas, je ne veux pas passer pour un opportuniste qui surfe sur la vague de cette marche. On aurait pu être 50.000 à créer cet événement, je n'y suis pour rien. »

DES MARCHES EN FRANCE ET DANS LE MONDE, AVANT UNE SEMAINE D' ACTIONS



La Marche pour le climat aura lieu à Paris, samedi 8 septembre, à partir de 14 h place de l'Hôtel de Ville, mais aussi dans de nombreuses autres villes de France. Elle s'inscrit dans un mouvement international, lancé par 350.org, une organisation basée aux États-Unis : chaque année, en septembre, elle organise une série d'actions pour le climat dans le monde entier.

En France, les marches de samedi s'articulent avec une semaine d'action visant les milieux financiers sous le slogan « Pas un euro de plus », c'est-à-dire pas un euro de plus pour l'industrie fossile. Il s'agit de pousser le monde de la finance à se désinvestir des industries fossiles pour investir dans les renouvelables et l'efficacité énergétique. La semaine s'achèvera le 15 septembre, date anniversaire des 10 ans de la chute de la banque d'affaire Lehman Brothers, point d'orgue de la crise financière. Cette journée d'action est organisée par la coalition européenne « Change Finance » regroupant plus de 60 organisations qui appellent à prendre le contrôle sur la finance, sous le slogan et hashtag #PasAvecNotreArgent !

Lire aussi : [Pourquoi une journée mondiale d'action pour le climat ?](#)

Source : Mathilde Bouquerel pour *Reporterre*

Photos : © Marion Esnault/*Reporterre*

. chapô : réunion de préparation, à Paris, jeudi 6 septembre 2018, de la « marche pour le climat » de samedi 8 septembre.

. tag "Tu n'es pas désarmé" : rue de la Réunion, Paris, juillet 2016 (© Hervé Kempf/*Reporterre*)

- Emplacement : [Accueil](#) > [Editorial](#) > [Reportage](#) >
- Adresse de cet article : <https://reporterre.net/De-la-demission-de-Hulot-a-la-marche-pour-le-climat-l-histoire-d-un-elan>